

Art. 15. Les dispositions du présent accord de coopération peuvent être révisées à la demande de chaque partie à l'accord.

Art. 16. L'accord de coopération du 27 mars 2006 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission Communautaire française instituant la « Commission consultative francophone et germanophone pour l'Unesco » est abrogé.

Art. 17. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 15 mai 2014 en huit exemplaires originaux, quatre en français et quatre en allemand.

Pour la Communauté française:

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Région wallonne:

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Communauté germanophone:

Le Ministre-Président,
K-H. LAMBERTZ

Pour la Commission communautaire française:

Le Ministre-Président,
C. DOULKERIDIS

Le Ministre, membre du Collège chargé de la Formation professionnelle, de la Culture, du Transport scolaire, de l'Action sociale, de la Famille, du Sport et des Relations internationales,
R. MADRANE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204139]

15 MAI 2014. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française, instituant la « Commission belge francophone et germanophone pour l'UNESCO »

Vu les articles 39, 127, 130, 138, et 139 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990;

Vu l'article VII, 1, de la Convention du 16 novembre 1945 créant une Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture, qui stipule que tout Etat membre prendra des mesures qui tiennent compte de la situation interne spécifique de l'Etat membre;

Vu la Charte des Commissions nationales pour l'UNESCO;

Considérant l'opportunité fonctionnelle de constituer une seule Commission belge francophone et germanophone pour l'UNESCO »;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement,

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement,

La Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Collège,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}. Une « Commission belge francophone et germanophone pour l'UNESCO » ci-après dénommée « la Commission », est créée.

Art. 2. La Commission veille à la mise en œuvre en Communauté française, en Région wallonne, en Communauté germanophone et en Région de Bruxelles-Capitale des missions visées à l'article 1^{er} de la Charte des Commissions nationales pour l'UNESCO et, notamment :

1° conseiller les Gouvernements de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Wallonie, de la Communauté germanophone, ainsi que le Collège de la Commission communautaire française, ci-après dénommés « Les Gouvernements » pour tous les avis à transmettre, le cas échéant, à la Commission nationale belge pour l'UNESCO, ci-après dénommée « la Commission nationale »;

2° préparer, si nécessaire, les délibérations à soumettre à la Commission nationale dans le cadre des actions de consultation entreprises par l'UNESCO auprès des Etats membres;

3° assumer la fonction de consultation, de coordination, d'animation, de mobilisation et d'information des milieux concernés par les actions de l'UNESCO;

4° soumettre aux Gouvernements les initiatives émanant des milieux intéressés par les activités de l'UNESCO;

5° soumettre aux Gouvernements un rapport annuel de ses activités;

6° soumettre aux Gouvernements des propositions relatives à son organisation et à son fonctionnement.

Art. 3. La Commission est composée de 26 membres effectifs et de 26 membres suppléants soit :

- 12 membres effectifs et 12 membres suppléants désignés par les Ministres compétents;
- 14 membres effectifs et 14 membres suppléants désignés par les Commissions consultatives et associations représentatives directement concernées par les travaux de l'UNESCO.

A. Les 12 membres effectifs et les 12 membres suppléants désignés par les Ministres compétents sont répartis comme suit :

- 3 membres effectifs et 3 membres suppléants pour la Fédération Wallonie-Bruxelles;
- 3 membres effectifs et 3 membres suppléants pour la Wallonie dont 1 membre issu de l'Administration générale du Patrimoine;
- 2 membres effectifs et 2 membres suppléants pour la Communauté germanophone;
- 2 membres effectifs et 2 membres suppléants pour la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant pour Wallonie-Bruxelles International;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désigné par le Ministre en charge des relations internationales de la Fédération Wallonie-Bruxelles et qui assure la présidence de la Commission.

B. Les 14 membres effectifs et les 14 membres suppléants désignés par les Commissions consultatives et associations représentatives sont répartis comme suit :

- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés conjointement par le Conseil Interuniversitaire de la Communauté française (CIUF), par le Conseil Général des Hautes Ecoles (CGHE) et par le Conseil supérieur de l'Enseignement artistique (CSESÁ);
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés par le FRS-FNRS;
- 2 membres désignés par le Conseil supérieur de l'Audiovisuel auprès du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles dont 1 membre issu du de l'Association des Editeurs de la presse quotidienne belge francophone;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés par le Conseil de l'Education permanente auprès du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés par la Commission du Patrimoine immatériel auprès du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés par le Conseil de la Jeunesse auprès du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés par l'Agence wallonne des technologies;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés par l'Institut du patrimoine wallon;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés par la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Wallonie;
- 2 membres effectifs et 2 membres suppléants représentant les secteurs de l'audiovisuel, de l'éducation permanente, de la jeunesse et des monuments et sites en Communauté germanophone;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant représentant le secteur de la cohésion sociale en Commission Communautaire française;
- 1 membre effectif et 1 membre suppléant désignés par le Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale, à l'exception des membres du Conseil déjà représentés aux termes de l'Accord.

Art. 4. Les Ministres veillent à assurer la parité hommes-femmes en désignant les membres de la Commission visés à l'article 3.

Art. 5. § 1^{er}. Les membres effectifs et les membres suppléants de la Commission sont désignés pour une période de quatre ans. Ils peuvent siéger en fonction de l'ordre du jour. Les mandats sont renouvelables.

§ 2. Sans préjudice d'une nouvelle désignation et dans l'intérêt d'un fonctionnement ininterrompu de la Commission, les membres désignés de la Commission continuent à exercer leur mandat jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel accord.

§ 3. Lorsque le mandat d'un membre effectif prend fin à la suite de la démission ou du décès, de la mise à la retraite, de la perte du mandat dans l'organe pour lequel il a été désigné, ou de l'annulation de la nomination, le membre suppléant prend la place du titulaire jusqu'à la fin du mandat.

§ 4. Lorsque le mandat d'un membre suppléant prend fin à la suite de la démission ou du décès, de la mise à la retraite, de la perte du mandat dans l'organe pour lequel il a été désigné, de la désignation comme membre effectif ou de l'annulation de la nomination, le Ministre compétent désigne un nouveau membre suppléant qui remplit les mêmes conditions de désignation que son prédécesseur et qui achève le mandat de celui-ci.

§ 5. En cas d'absence du membre effectif, seul son suppléant est habilité à le remplacer.

Art. 6. La Commission peut, en outre, inviter à ses travaux des personnalités œuvrant dans les domaines de compétence de l'UNESCO. Ceux-ci ne disposent toutefois pas du droit de vote.

Art. 7. § 1^{er}. La Commission désigne en son sein 3 vice-présidents, de manière telle que chaque partie à l'accord soit représentée.

§ 2. Ensemble avec le Président et le Secrétaire général, ils constituent le Bureau de la Commission.

Art. 8. Les mandats sont exercés à titre gratuit.

Art. 9. La Commission rend ses avis à la majorité simple des voix des membres présents à la condition que la majorité de ses membres se trouve réunie.

En cas de parité des voix, celle du président est décisive.

Art. 10. Les avis émis par la Commission sont confidentiels. Ils ne peuvent être communiqués à des tiers que sur autorisation écrite au préalable du ou des Ministres compétents pour la matière concernée.

Art. 11. La Commission peut, sur proposition du Bureau, constituer des sous-commissions et des groupes de travail.

Les sous-commissions et groupes de travail rendent leurs avis conformément à la procédure fixée à l'article 6.

Elles proposent à la Commission les initiatives qu'elles souhaitent prendre.

Art. 12. La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation des Gouvernements.

Art. 13. Le siège de la Commission est fixé à l'Espace international Wallonie-Bruxelles (WBI). Le secrétariat général de la Commission est assuré par le fonctionnaire en charge à WBI du pupitre responsable des dossiers UNESCO

Art. 14. Le budget annuel de fonctionnement de la Commission est fixé à 22.500 euros.

Ce budget se répartit comme suit :

- 7.500 euros à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

- 7.500 euros à charge de la Région Wallonne;

- 7.500 euros à charge de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (COCOF).

Art. 15. Les dispositions du présent accord de coopération peuvent être révisées à la demande de chaque partie à l'accord.

Art. 16. L'accord de coopération du 27 mars 2006 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission Communautaire française instituant la « Commission consultative francophone et germanophone pour l'UNESCO » est abrogé.

Art. 17. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mai 2014 en huit exemplaires originaux, quatre en français et quatre en allemand.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K-H. LAMBERTZ

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,
C. DOULKERIDIS

Le Ministre, membre du Collège chargé de la Formation professionnelle, de la Culture, du Transport scolaire, de l'Action sociale, de la Famille, du Sport et des Relations internationales,

R. MADRANE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204139]

15. MAI 2014 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Einsetzung der französischsprachigen und deutschsprachigen Beratungskommission Belgiens der UNESCO

Auf Grund der Artikel 39, 127, 130, 138 und 139 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zu den institutionellen Reformen, insbesondere des Artikels 92bis, § 1, eingefügt durch das Gesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 der institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere des Artikels 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1980;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen;

Auf Grund des Dekretes des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 19. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Befugnisse der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des Dekretes des Wallonischen Regionalrates vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Befugnisse der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die Französische Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt;

Aufgrund des Dekretes der Versammlung der Französischen Gemeinschaftskommission vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Befugnisse der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des Artikels VII, 1. der Vereinbarung vom 16. November 1945 zur Schaffung einer Organisation der Vereinten Nationen für das Erziehungswesen, die Wissenschaft und die Kultur, die vermerkt, dass jeder Mitgliedstaat die Maßnahmen ergreifen wird, die der spezifischen internen Situation des Mitgliedstaates Rechnung tragen;

Aufgrund der Charta der nationalen Kommissionen für die UNESCO;

In Erwägung, dass es in funktionaler Hinsicht zweckmäßig ist, eine einzige Beratungskommission der UNESCO für die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Französische Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zu schaffen;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung,

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung,

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung,

Die Französische Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihr Kollegium,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Es wird eine französischsprachige und deutschsprachige Beratungskommission Belgiens der UNESCO geschaffen, nachstehend als "die Kommission" bezeichnet.

Art. 2 - Die Kommission achtet darauf, dass die in Artikel 1 der Charta der nationalen Kommissionen für die UNESCO erwähnten Aufgaben in der Französischen Gemeinschaft, in der Wallonischen Region, in der Deutschsprachigen Gemeinschaft und in der Region Brüssel-Hauptstadt wahrgenommen werden, insbesondere:

1° der Regierung der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission, nachstehend als "die Regierungen" bezeichnet, beratend zur Seite stehen bei allen Gutachten, die der belgischen föderalen Kommission der UNESCO, nachstehend als "die föderale Kommission" bezeichnet, zu übermitteln sind;

2° die Beratungen vorbereiten, die der föderalen Kommission im Rahmen der von der UNESCO bei den Mitgliedstaaten unternommenen Konsultierungen unterbreitet werden;

3° die Konsultierung, die Koordination, die Animation, die Mobilisierung und die Informationen der von den Aktionen der UNESCO betroffenen Stellen gewährleisten;

4° den Regierungen die Initiativen unterbreiten, die von den Stellen ausgehen, die sich für die Aktivitäten der UNESCO interessieren;

5° den Regierungen Jährlich einen Tätigkeitsbericht vorlegen;

6° den Regierungen Vorschläge in Bezug auf ihre Organisation und ihre Arbeitsweise unterbreiten.

Art. 3 - Die Kommission setzt sich aus 26 effektiven und aus 26 stellvertretenden Mitgliedern zusammen, die wie folgt bezeichnet werden:

- 12 effektive Mitglieder und 12 stellvertretende Mitglieder, bezeichnet von den jeweiligen zuständigen Ministern;

- 14 effektive Mitglieder und 14 stellvertretende Mitglieder, bezeichnet von den Beratungskommissionen und den Zweckverbänden, die direkt von den Arbeiten der UNESCO betroffen sind.

A. Aufschlüsselung der 12 effektiven Mitglieder und 12 stellvertretenden Mitglieder, die von den jeweiligen zuständigen Ministern bezeichnet werden:

- 3 effektive Mitglieder und 3 stellvertretende Mitglieder für die Französische Gemeinschaft;

- 3 effektive Mitglieder und 3 stellvertretende Mitglieder für die Wallonische Region, wovon 1 Mitglied aus der Generalverwaltung für Denkmäler stammt;

- 2 effektive Mitglieder und 2 stellvertretende Mitglieder für die Deutschsprachige Gemeinschaft;

- 2 effektive Mitglieder und 2 stellvertretende Mitglieder für die Französische Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied für "Wallonie-Bruxelles International";

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied bezeichnet vom Minister zuständig für Internationale Beziehungen der Französischen Gemeinschaft, der auch die Präsidentschaft der Kommission wahrnimmt.

B. Aufschlüsselung der 14 effektiven Mitglieder und 14 stellvertretenden Mitglieder, die von den Beratungskommissionen und den Zweckverbänden bezeichnet werden:

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, gemeinsam bezeichnet vom "Conseil Interuniversitaire" der Französischen Gemeinschaft (CIUF), vom "Conseil général des Hautes écoles" (CGHE) und vom "Conseil supérieur de l'Enseignement artistique" (CESA);

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, bezeichnet vom "FRS-FNRS";

- 2 effektive Mitglieder und 2 stellvertretende Mitglieder, bezeichnet vom Hohen Rat für Audiovisuelles (CSA) beim Ministerium der Französischen Gemeinschaft, wovon 1 Mitglied aus der "Association des Editeurs de la presse quotidienne belge francophone" stammt;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, bezeichnet vom Rat für Erwachsenenbildung des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, bezeichnet von der Kommission für immaterielles Kulturerbe des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, bezeichnet vom Jugendrat des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, bezeichnet durch die Wallonische Technologieagentur;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, bezeichnet durch das Institut für das wallonische Erbe;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, bezeichnet durch die Königliche Denkmalschutzkommission der Wallonischen Region;

- 2 effektive Mitglieder und 2 stellvertretende Mitglieder, Vertreter aus den Sektoren: Audiovisuelles, Erwachsenenbildung, Jugend und Denkmalschutz der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, Vertreter des Sektors des sozialen Zusammenhaltes der Französischen Gemeinschaftskommission;

- 1 effektives Mitglied und 1 stellvertretendes Mitglied, bezeichnet vom "Conseil Wallonie-Bruxelles" für internationale Zusammenarbeit, ausgenommen der schon bezeichneten Mitgliedern des Rates.

Art. 4 - Die Minister achten darauf, dass die Gleichstellung der Geschlechter bei der Bezeichnung der Kommissionsmitglieder des Artikels 3 gewährleistet ist.

Art. 5 - § 1. Die effektiven Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder der Kommission werden für eine Zeitspanne von vier Jahren bezeichnet. Die Mandate sind erneuerbar.

§ 2. Unbeschadet einer neuen Bezeichnung und im Interesse der kontinuierlichen Funktionsfähigkeit der Kommission, führen die Mitglieder der Kommission ihre Aufgaben bis zum Inkrafttreten eines neuen Abkommens durch.

§ 3. Endet das Mandat eines effektiven Mitglieds infolge des Rücktritts oder des Ablebens, der Versetzung in den Ruhestand, des Verlustes seines Amtes in dem Organ, für das es bezeichnet wurde, oder der Nichtigerklärung der Ernennung, dann nimmt das stellvertretende Mitglied die Stelle des Amtsinhabers bis zum Ende des Mandats ein.

§ 4. Endet das Mandat eines stellvertretenden Mitglieds infolge des Rücktritts oder des Ablebens, der Versetzung in den Ruhestand, des Verlustes seines Amtes in dem Organ, für das es bezeichnet wurde, der Bezeichnung als effektives Mitglied oder der Nichtigerklärung der Ernennung, dann bezeichnet der zuständige Minister ein neues stellvertretendes Mitglied, das die gleichen Bedingungen erfüllt, wie sein Vorgänger und das dessen Mandat zu Ende führt.

§ 5. Bei Abwesenheit des effektiven Mitglieds ist nur sein stellvertretendes Mitglied befugt, es zu ersetzen.

Art. 6 - Zu ihren Arbeitssitzungen kann die Kommission Persönlichkeiten einladen, die in den Zuständigkeitsbereichen der UNESCO tätig sind. Diese besitzen jedoch kein Stimmrecht.

Art. 7 - § 1. Die Kommission bezeichnet unter ihren Mitgliedern drei Vizepräsidenten, und zwar so, dass jede vertragsschließende Partei vertreten ist.

§ 2. Gemeinsam mit dem Präsidenten und dem Generalsekretär der Kommission bilden sie das Präsidium.

Art. 8 - Die Mandate werden ehrenamtlich ausgeübt.

Art. 9 - Die Kommission gibt ihre Gutachten mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder ab, unter der Bedingung, dass die Mehrheit ihrer Mitglieder versammelt ist.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Art. 10 - Die Gutachten der Kommission werden vertraulich behandelt. Sie dürfen an Dritte nur nach schriftlicher Genehmigung des oder der zuständigen Minister mitgeteilt werden.

Art. 11 - Die Kommission kann auf Vorschlag des Präsidiums Unterkommissionen und Arbeitsgruppen bilden.

Die Unterkommissionen und die Arbeitsgruppen erteilen ihre Gutachten entsprechend dem in Artikel 6 festgelegten Verfahren.

Sie schlagen der Kommission die Initiativen vor, die sie ergreifen möchten.

Art. 12 - Die Kommission gibt sich eine innere Geschäftsordnung, die sie den Regierungen zwecks Billigung unterbreitet.

Art. 13 - Der Sitz der Kommission befindet sich in Brüssel im "Espace Wallonie-Bruxelles" (WBI). Der für die UNESCO Akten zuständige Beamte beim WBI führt das Sekretariat der Kommission.

Art. 14 - Der Jahreshaushalt der Kommission beläuft sich auf 22.500 Euro und ist wie folgt aufgeschlüsselt:

- 7.500 Euro zulasten der Französischen Gemeinschaft

- 7.500 Euro zulasten der Wallonischen Region

- 7.500 Euro zulasten der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt

Art. 15 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kooperationsabkommens können auf Antrag einer jeden vertragsschließenden Partei revidiert werden.

Art. 16 - Das Kooperationsabkommen vom 27 März zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt ist aufgehoben.

Art. 17 - Vorliegendes Kooperationsabkommen tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Aufgestellt zu Brüssel, am 15. Mai 2014 in achtfacher Originalausfertigung, vier davon in deutscher und vier in französischer Sprache.

Für die Französische Gemeinschaft

Der Ministerpräsident
R. DEMOTTE

Für die Wallonische Region

Der Ministerpräsident
R. DEMOTTE

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft

Der Ministerpräsident
K-H. LAMBERTZ

Für die Französische Gemeinschaftskommission

Der Ministerpräsident
C. DOULKERIDIS

Der Minister, Mitglied des Kollegium, zuständig für berufliche Weiterbildung, Kultur, Schülertransport, Soziales, Familie, Sport und internationale Beziehungen

R. MADRANE